

L'esprit d'entreprise — semaine 3/3 : une société favorable



Paroles d'expatrié

« En Chine, il faut être patient et avoir un bon réseau »

Gaël de Kerguenec
Fondateur de Acadart à Chengdu

« Je suis spécialisé dans le "Conseil scolaire et universitaire" auprès des établissements de toute la Chine. J'ai créé cette société il y a quatre ans avec 10 000 €, en lien avec une association loi 1901 du même nom en France, ce qui fait de mon entreprise une société à capitaux totalement français, basée à Chengdu, la capitale de province du Sichuan. C'est là que je suis arrivé en

Chine il y a onze ans en tant que professeur à l'Alliance française. Fort de mon expérience dans l'enseignement, j'ai créé ma société qui fait venir des spécialistes et artisans dans des écoles ou universités chinoises pour former des jeunes dans tous les métiers de l'artisanat de luxe. Je sélectionne ensuite les meilleurs pour qu'ils aillent se perfectionner en France. Le processus de création de société est très compliqué en Chine. Il faut du temps, de l'ouverture d'esprit, laisser nos schémas mentaux aux vestiaires et se glisser dans les labyrinthes de l'administration, des lois, des règles. Vous ne pouvez jamais le faire seul. Il faut des amitiés, des réseaux, de la fidélité. »

Recueilli par Dorian Malovic

Demain : Julien Barbier, cofondateur d'une école du numérique à San Francisco

Le livre

« Écologie: Entreprendre sans détruire »

Par Emmanuel Druon
Actes Sud, 2016



Emmanuel Druon est chef d'entreprise. Il se félicite de « fédérer le talent » de 122 collègues, en se consacrant aux thèmes de l'écologie et de l'économie circulaire. En 1997, il a repris l'entreprise Poheco, basée près de Lille, qui produit des enveloppes. Il la développe selon des principes dits « écolonomiques ». Son nouveau livre partage l'expérience la plus récente de l'entrepreneur, après ces trois dernières années de travail et de rencontres.

Emmanuel Druon affirme : « Nous, Occidentaux, avons épuisé la lithosphère (planète) et ses ressources fossiles, fissibles, minières et halieutiques. Les gens aussi sont épuisés. On peut encore produire et entreprendre, mais sans détruire. » Autonomie en eau et en chauffage, panneaux photovoltaïques (énergie solaire), recyclage, reboisement, toit végétalisé, suppression des produits chimiques polluants... La stratégie « écolonomique » de Poheco produit des résultats financiers surprenants : pour 10 millions d'euros investis pour réduire son empreinte écologique, elle a réalisé 15 millions d'économies, en quinze ans.

Antoine Peillon

20 millions d'euros supplémentaires devraient être versés à l'Agence France Entrepreneur (AFE), selon des déclarations du premier ministre Manuel Valls au Salon des entrepreneurs de février dernier. L'AFE, instituée le 15 décembre 2015, a pour mission de « renforcer et mieux coordonner l'action nationale et locale en faveur de l'entrepreneuriat, prioritairement en faveur des territoires fragiles ». Elle était déjà dotée d'un budget de 60 millions d'euros.

A Creil, les investissements sociaux de grands patrons français

Creil

De notre envoyé spécial

Alain Assouline se souvient encore de la cérémonie de « dépose de la première pierre » de la grande tour du Plateau de Creil qu'il avait organisée avec la ville le 15 octobre 2010, avant sa destruction dans le cadre de la politique de rénovation urbaine. « J'avais passé mon adolescence dans le quartier, raconte le président fondateur des Argonautes, une agence de communication Internet. En projetant sur la tour un film sur la vie de ses habitants, je voulais qu'avant de tourner la page on reconnaisse ce qui avait été vécu au Plateau. »

Aujourd'hui, il est prêt à contribuer à la renaissance de Creil, devenue l'une des neuf villes les plus pauvres de France après la disparition de ses sites industriels, avec un chômage approchant les 25 % et un taux de pauvreté de près de 36 %. Son arme : Webforce 3, une « école de formation courte aux métiers en tension dans le numérique, pour un retour immédiat à l'emploi », qu'il a lancée il y a deux ans.

« Aux Argonautes, nous avons de plus en plus de difficulté à trouver des développeurs intégrateurs Web, ceux qui codent les pages des sites Internet. J'ai remarqué que la moitié des miens étaient des "décrocheurs" de l'université ou de l'école », raconte Alain Assouline.

Il a donc décidé de concevoir une formation, en concentrant sur trois mois et demi un programme d'un an. « J'ai pensé aux jeunes des quartiers : je ne réclame aucun diplôme,

Le fonds d'investissement Impact Partenaires veut être un « accélérateur de réussites sociales et entrepreneuriales ». Il s'appuie sur un réseau de partenaires sur le terrain.

juste un test de logique » explique-t-il. Le résultat est spectaculaire : 80 % des 200 jeunes déjà formés – souvent des décrocheurs – sont en activité.

« Lancée comme une association, Webforce 3 est partie comme une traînée de poudre » raconte-t-il. L'an dernier, il a parcouru la France à l'appel de nombreux maires. Il prévoit de passer cette année de dix à vingt-cinq écoles, dont huit dans des quartiers prioritaires – il espère bien que le projet de Creil, bloqué par des difficultés, verra le jour. L'objectif est de former 700 personnes en 2016 et 1 000 en 2017. Fin janvier, 22 écoles Webforce 3 ont obtenu le label « Grande école du numérique », un projet centré sur les quartiers, lancé en septembre par François Hollande.

La croissance impressionnante de ce qui est devenu une entreprise n'est pas sans poser de problèmes : « Pôle emploi, qui finance largement les formations, paie trente jours après la fin de celles-ci » explique-t-il. Ce qui l'a contraint à chercher des financements.

Par un ami, il a été mis en contact avec Impact Partenaires, un « fonds d'investissement à vocation sociale », qui cherche à allier deux activités apparemment antagonistes : le « capital-investissement », considéré comme la quintessence du capitalisme avec des rendements mirobolants, et la préoccupation sociale.

« L'idée de définir des objectifs sociaux quantitatifs et mesurables à côté des objectifs économiques est une vraie innovation. »

« Nous voulons être un accélérateur de réussites sociales et entrepreneuriales », explique Mathieu Cornieti, son président de 36 ans, qui a fait ses classes chez Rothschild et Cie. Comme les autres fonds, Impact Partenaires a pour objet de



Zoom sur Lyonbiopôle

Ce pôle de compétitivité accompagne les projets et entreprises de la santé et des sciences de la vie en Rhône-

Alpes. Le photographe Bruno Amsellem a rencontré quatre de ses acteurs innovants, à découvrir toute cette semaine.

La société biopharmaceutique iDD Biotech conçoit et développe des produits d'immunothérapies ciblées pour le traitement, par exemple, des cancers ou des maladies auto-immunes. Bruno Amsellem pour La Croix

prendre des participations dans des entreprises en croissance afin de les revendre avec plus-value – même s'il ne promet pas les rendements des fonds de « venture capital » classiques. Mais il se fixe aussi des objectifs de création d'emplois dans les zones urbaines défavorisées, pour des personnes en insertion, des handicapés, des apprentis, qui conditionneront la rémunération des associés.

« Nous avons été séduits par les perspectives économiques de Webforce 3 et ses objectifs sociaux : permettre de reconvertir rapidement des chômeurs et décrocheurs en salariés. Nous venons donc de souscrire à une augmentation de capital de 400 000 € », souligne Thomas Delalande, un autre associé du fonds.

Impact Partenaires est né en 2007 à l'initiative de « barons » du capitalisme français, Claude Bébéar (ex-PDG d'Axa), Alain Joly (ex-PDG d'Air liquide), Henri Lachmann (ex-PDG de Schneider)... Mais aussi de nombreux pionniers du capital-investissement français, comme Patrick de Giovanni, ancien directeur associé d'Apax Partners et président du conseil de surveillance d'Impact Partenaires.

« L'idée de définir des objectifs sociaux quantitatifs et mesurables à côté des objectifs économiques est une vraie innovation », se félicite celui qui doit désormais les valider – « une tâche compliquée » –, dans le cadre du comité des investisseurs présidé par Gilles Cahen-Salvador, le fondateur de LBO France.

Pour assurer la réussite des projets, Mathieu Cornieti insiste sur la nécessité de les accompagner d'un « écosystème bienveillant ». À Creil, Thomas Delalande et lui ont noué des relations très étroites avec les banquiers du Crédit agricole Brie-Picardie, mais aussi de l'agence de développement économique locale, Soda. Avec Isabelle Campos, directrice d'un groupe d'agences de la banque, et Michaël Batista, chargé de mission à Soda, ils rencontrent des chefs d'entreprise à impact social en mal de financement, afin d'identifier les projets susceptibles d'être soutenus. « Nous partageons les mêmes valeurs » se réjouit la banquière.

« Un habitant et un entrepreneur sur trois sont nos clients. Notre futur est directement lié à la performance du territoire » souligne Guillaume Rousseau, le directeur général de la caisse régionale du Crédit agri-

cole, qui reconnaît qu'il « n'a pas eu de difficulté à convaincre (son) conseil d'administration, composé de clients sociétaires, d'investir un million d'euros dans le fonds ». Mathieu Cornieti s'en réjouit : « Sur le terrain, ça change tout d'avoir le soutien de la banque. »

Impact Partenaires a réussi à mobiliser aussi des grands noms du conseil en gestion d'entreprises. Tel Valtus, le plus important cabinet de management de transition du pays,

repères

Une rémunération fonction de la réalisation des objectifs sociaux

Impact Partenaires a levé 59 millions d'euros en trois fois, dont 44 millions en mars 2015, ce qui permet d'investir entre 100 000 et 4 millions d'euros dans des entreprises générant des impacts sociaux. Ces sommes sont investies pour une durée de sept à huit ans.

L'équipe de gestion prélève chaque année des « frais de gestion » de 2 à 3 % des engage-

ments. Surtout, comme dans les autres fonds d'investissement, elle doit toucher en principe 20 % de la surperformance au-delà de 3 % de rendement net pour l'investisseur lors de la cession des participations (carried interest).

Le développement de Webforce 3

Cette rémunération est cependant suspendue à la réalisation des objectifs sociaux fixés avec les investisseurs. S'ils sont par exemple réalisés à 60 %, l'équipe touche 60 % de la plus-value, le reste allant à des associations. S'ils sont réalisés à moins de 50 %, l'ensemble de la plus-value va à des associations.

est regardé d'un bon œil par Hélène Geoffroy, la secrétaire d'État à la ville – qui a passé sa petite enfance à Creil (1). « Le numérique ne nécessite pas de capital culturel comme d'autres apprentissages, analyset-elle. Ce peut être un vecteur d'inclusion sociale pour les jeunes des quartiers populaires. » Elle ne se formalise pas qu'il soit financé par un fonds – fût-il à impact social : « Je ne demande pas au monde économique de faire de la philanthropie. On peut faire des partenariats gagnant-gagnant. »

Mathieu Cornieti est conscient de l'enjeu : « Dans le monde économique classique, les échecs sont quotidiens. Mais dans les quartiers, ils sont plus dévastateurs. Pour les éviter, on se doit de mettre toutes les chances de notre côté. » « Nous ne réglerons pas tous les problèmes de chômage dans les quartiers, reconnaît pour sa part Guillaume Rousseau. Mais nous voulons apporter notre pierre pour reconstruire la confiance. »

Vincent de Féligonde

(1) Retrouvez une interview d'Hélène Geoffroy sur www.la-croix.com.

Demain : À Saint-Maximin, un lycée agricole en vert et avec tous